

Stabilisation en fin d'année, après la forte baisse du début

La baisse de l'emploi salarié s'est amplifiée en 2009, avec une perte de 12 000 emplois. Contrairement à 2008, le Poitou-Charentes résiste moins bien à la crise que la France dans son ensemble. L'industrie est la plus sévèrement touchée. À lui seul, ce secteur est responsable de la moitié de la baisse de l'emploi régional. La construction continue de perdre des emplois. Les salariés intérimaires connaissent la crise depuis septembre 2008. En effet, le nombre d'emplois intérimaires a chuté de 23 % en 2008. En 2009, la baisse est limitée à 0,9 %.

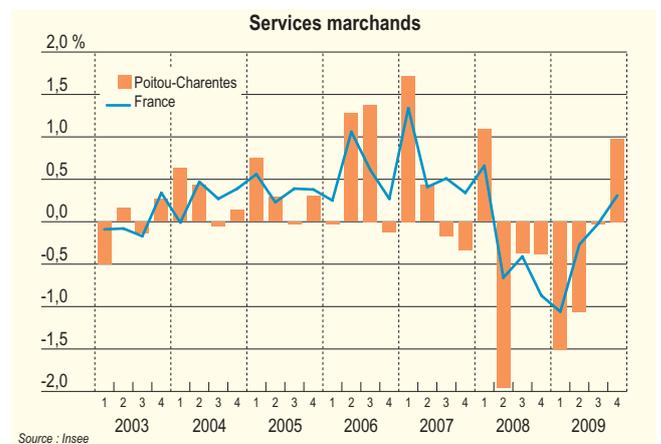
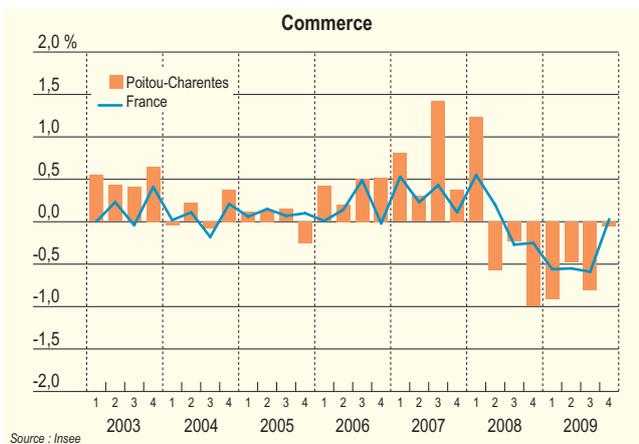
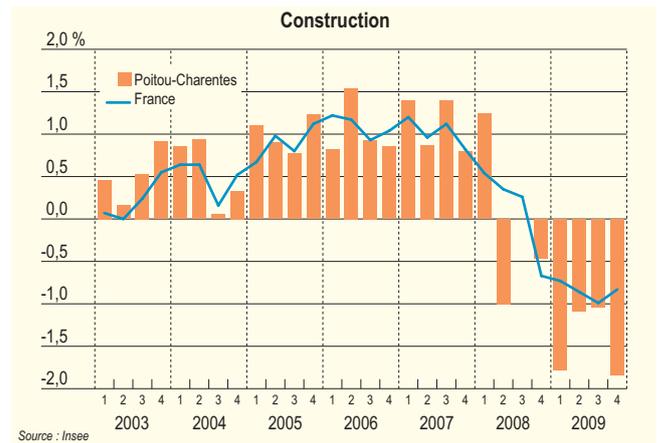
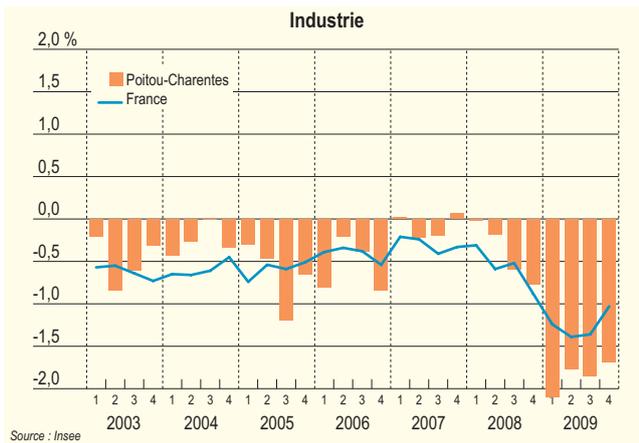
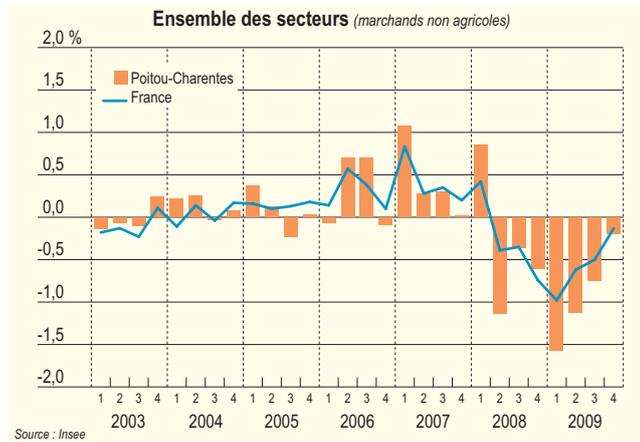
En Poitou-Charentes, la baisse de l'emploi salarié (*source*), amorcée dès 2008, s'est considérablement amplifiée en 2009, avec une perte de 12 000 emplois (-3,1 %) dans le secteur marchand non agricole (*graphique 1*). L'emploi salarié dans le Poitou-Charentes baisse depuis le premier trimestre 2008. Ainsi, entre le premier trimestre 2008 et la fin 2009, l'emploi a reculé de 20 000 postes. Il s'est toutefois stabilisé au dernier trimestre 2009, grâce à l'amélioration de la conjoncture. L'intérim a rebondi au cours du troisième trimestre 2009.

La crise économique de 2008-2009 a provoqué trois fois plus de perte d'emplois que celle de 1993. Le Poitou-Charentes est une des régions les plus touchées, avec la Haute-Normandie, la Picardie et la Lorraine. Le rythme de la dégradation de l'emploi salarié est plus marqué en Poitou-Charentes (-2,7 %) qu'en France (-1,6 %) au cours du 1^{er} semestre 2009, il s'en rapproche ensuite. Sur l'année 2009, l'économie française perd plus de 300 000 emplois salariés.

SOURCE

Les estimations d'emploi désignent une synthèse de sources permettant une couverture exhaustive de l'emploi total (salarié et non salarié), exprimé en nombre de personnes physiques (et non en nombre de postes de travail), et une ventilation à un niveau sectoriel et géographique assez fin. Les estimations trimestrielles localisées commentées dans cet article portent sur une partie de l'emploi : l'emploi salarié des secteurs marchands qui se fondent sur une exploitation des données des Urssaf. Il s'agit de la partie de l'emploi la plus sensible aux variations conjoncturelles.

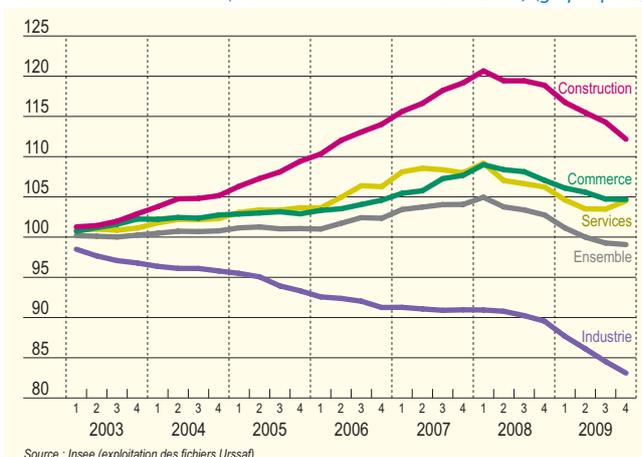
Variations trimestrielles des effectifs salariés dans le secteur marchand non agricole en Poitou-Charentes et France depuis 2003 (graphique 1)



En Poitou-Charentes, toutes les activités sont touchées (tableau). L'emploi salarié dans l'industrie (hors intérim), déjà en repli, n'avait jamais connu un tel effondrement au cours de la dernière décennie. L'industrie perd tendanciellement des emplois depuis le début des années 2000 (graphique 2). Mais la crise a accentué cette baisse : 6 550 emplois ont été détruits dans ce secteur en 2009, soit presque cinq fois plus qu'en 2008. De plus, le secteur de la construction, créateur net d'emplois ces dernières années, connaît un revirement à partir du 4^e trimestre 2008 qui s'amplifie en 2009. Seuls les services marchands, affichent des gains et des pertes d'emplois qui se soldent par une légère baisse de 0,9 %. L'activité des transports voit ses emplois diminuer plus que la moyenne régionale (-4,1%).

Les salariés intérimaires connaissent la crise depuis septembre 2008. En effet, le nombre d'emplois intérimaires a chuté de 23 % en 2008, un peu plus

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié par grand secteur d'activité⁽¹⁾ (données CVS calées sur Estel 2007) (graphique 2)



Source : Insee (exploitation des fichiers Urssaf)

(1) Hors secteurs principalement non marchands : administration, éducation, santé, action sociale

Effectifs salariés au 1^{er} janvier 2010 en Poitou-Charentes dans le secteur marchand non agricole et évolution 2009

	Poitou-Charentes			France
	Effectif salarié au 1-1-2010	Variation 1-1-2010/1-1-2009		Variation 1-1-2010/1-1-2009
		Effectif	%	%
Industrie	92 750	-6 550	-6,6	-4,7
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	16 900	-600	-3,5	-0,6
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets, dépollution, cokéfaction et raffinage	9 900	-150	-1,3	+1,3
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	14 200	-900	-5,9	-5,9
Fabrication de matériels de transport	10 850	-1 400	-11,6	-6,0
Fabrication d'autres produits industriels	40 900	-3 500	-7,9	-6,8
Construction	40 150	-2 250	-5,4	-3,1
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	76 750	-1 550	-2,0	-1,2
Services marchands	172 550	-1 650	-0,9	-0,7
Transports et entreposage	26 450	-1 150	-4,1	-2,2
Hébergement et restauration	19 700	-350	-1,7	+0,6
Information et communication	6 400	-150	-2,5	-2,8
Activités financières et d'assurance	25 350	+1 050	+4,3	+0,6
Activités immobilières	4 000	-350	-7,7	-3,4
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	50 600	-850	-1,6	-1,1
Autres activités de services	40 050	+150	+0,4	+1,7
Ensemble	382 200	-12 000	-3,1	-2,2

Source : Insee

qu'au niveau national (-21 %). En 2009, la baisse est de 0,9 %. En fin d'année 2009, les employeurs industriels ayant licencié ou employant beaucoup d'intérimaires en dehors des années de crise, font de nouveau appel à l'intérim. L'intérim a une croissance forte lors des phases de conjoncture favorable à l'activité économique et est en repli lors des phases de conjoncture défavorable. Ce caractère « pro-cyclique » s'explique par le fait qu'il s'agit de formes d'emploi plus flexibles que les employeurs utilisent pour s'ajuster aux variations de la demande. C'est par ces formes d'emploi que les employeurs embauchent lorsque la demande décolle et ce sont les premières touchées par les réductions d'effectifs lorsque cette demande diminue.

FORT REPLI DE L'EMPLOI INDUSTRIEL

Après plusieurs années de forte baisse et un début de crise économique en 2008, l'année 2009 accélère la chute des emplois industriels du Poitou-Charentes. À lui seul, ce secteur d'activité contribue à la moitié de la perte des emplois du secteur marchand non agricole (-6 550).

Contrairement à 2008, l'industrie régionale résiste moins bien qu'en France. En effet, toutes les activités industrielles connaissent une baisse plus importante que la moyenne nationale.

La baisse de l'emploi dans la fabrication de matériel de transport est deux fois plus forte qu'en moyenne. 1 400 emplois ont ainsi disparu dans ce secteur en 2009, hors intérim. C'est la fermeture de New Fabris, à Châtellerault, avec plus de 350 salariés licenciés. Mais aussi des restrictions d'emplois ou des départs volontaires dans l'industrie automobile, par exemple chez Heuliez, Valéo, Magnetti-Marelli, Delphi Diesel... Ce secteur emploie des intérimaires dont le nombre a fortement baissé dès la fin 2008. Les entreprises de la construction nautique, telles que Dufour Yachts, Fontaine Pajot souffrent également.

La fabrication d'autres produits industriels regroupe une partie des sous-traitants de l'industrie automobile, situés en première ligne face à la crise. Elle accuse un grand nombre de pertes d'emplois (-3 500) avec une décroissance plus importante que l'ensemble de l'industrie régionale et nationale. Résultats des plans sociaux des grandes entreprises et de la multiplication des petits plans de licenciements. Par exemple, la reprise

de l'équipementier automobile Key Plastics de Rochefort par le groupe français de plasturgie Plastivaloire s'accompagne de 50 licenciements sur 200 salariés à Rochefort.

L'industrie textile apporte sa part de pertes d'emplois. La cessation de l'entreprise Confection Sèvres Vendée est enregistrée en Deux-Sèvres avec ses 120 salariés. En fin d'année 2009, les 104 licenciements d'Aubade sont validés, suite à une décision de délocalisation de la production en Tunisie.

Par ailleurs l'industrie agroalimentaire, très présente en Poitou-Charentes et à l'emploi d'ordinaire stable, connaît sa première baisse importante en 2009 (-600 salariés) depuis 2001.

LA CONSTRUCTION ET L'IMMOBILIER VICTIME DE LA CRISE

L'activité de la construction affichait une bonne santé, voire une vitalité, de 2005 à fin 2007. La dernière baisse remonte au début de l'année 2002. Le nombre d'emplois commence à décroître au dernier trimestre 2008. Les pertes d'emplois se sont amplifiées aux premier et dernier trimestre 2009 (-700 par trimestre). Pendant les deux autres trimestres, période propice à l'activité du bâtiment, la diminution d'emplois est d'environ 400 par trimestre. Ces résultats ne prennent pas en compte l'évolution de l'emploi intérimaire auquel la construction a beaucoup recours.

Parmi les activités du tertiaire, pour la deuxième année consécutive, les agences immobilières sont très touchées, avec une baisse de 7,7 % de leurs emplois.

LE TRANSPORT FRAGILISÉ

Le secteur des transports est fortement touché et perd 4,1 % de ses emplois (-1 150). Ce sont, par exemple, les 200 salariés du transporteur Laroche Peltier-Frigeline localisé en Deux-Sèvres. Mais aussi des licenciements dans des plus petites entreprises de transports, comme Trans-Tallud en Deux-Sèvres et les Transports Gilles Jouinot en Charente-Maritime qui ferment en mettant 50 salariés au chômage.

FORTE DÉGRADATION DE L'EMPLOI INDUSTRIEL DANS LA VIENNE

Le département de la Vienne voit l'emploi salarié marchand non agricole reculer de 3,4 % en 2009, soit une baisse de 3 310 emplois (graphique 3). Mais, l'emploi intérimaire est reparti à la hausse au second semestre 2009.

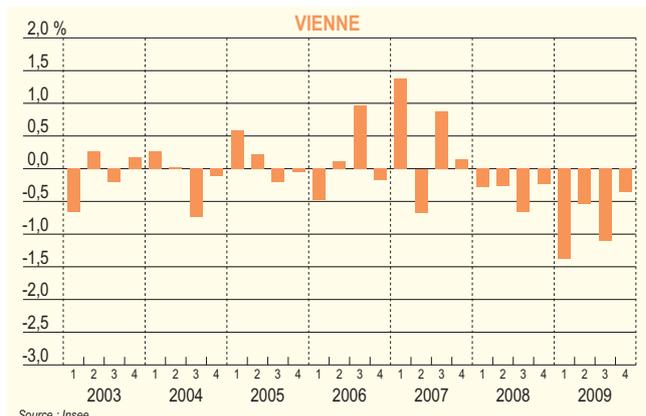
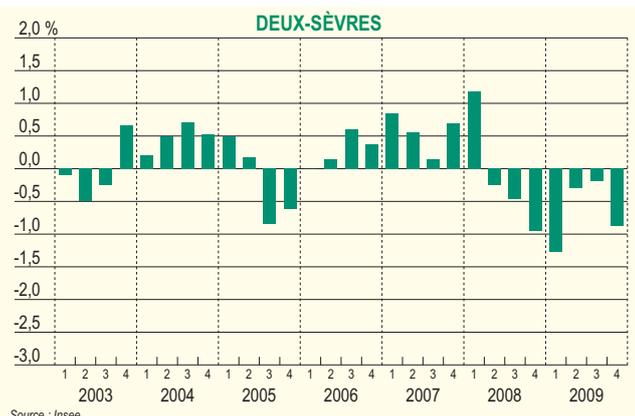
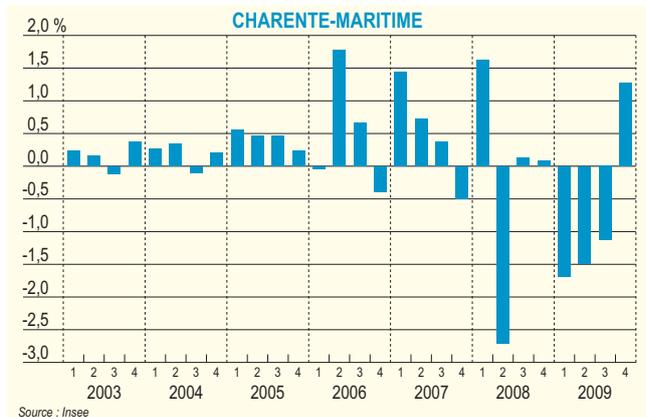
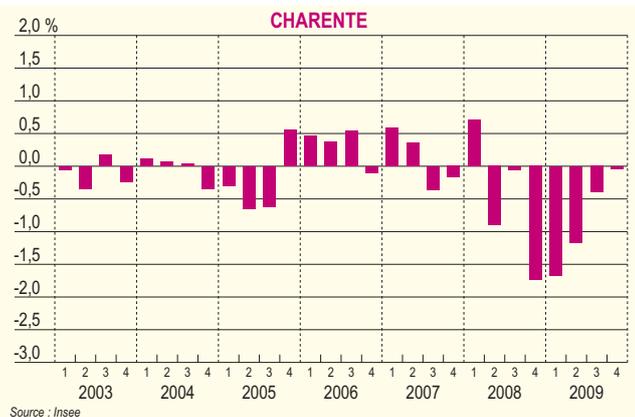
L'industrie est relativement plus touchée que dans les autres départements avec une baisse de 8,7 % (-2 140 emplois), soit deux points de recul de plus qu'en moyenne régionale. Le secteur de la construction, qui avait résisté en 2008, recule de 4,7 % en 2009 ; cette baisse se concentre sur le second semestre 2009. Globalement, dans le commerce et les services, le repli de l'emploi s'effectue avec la même intensité qu'en moyenne régionale (-1,1 %, soit -710 emplois). Les emplois des activités immobilières sont touchés de manière particulièrement forte dans ce département : leur nombre recule de 10 % en 2009. Les activités financières et d'assurance voient le nombre d'emplois s'orienter à la hausse : elles créent 720 emplois, soit 14,8 % de progression en 2009.

IMPORTANT REcul DE L'EMPLOI EN CHARENTE MALGRÉ UN REBOND DE L'INTÉRIM

En Charente, le marché de l'emploi a enregistré une baisse de 3,3 %, soit un solde net de -2 540 emplois, concentrés sur les trois premiers trimestres. La crise économique contribue à affaiblir un marché de l'emploi charentais dont le faible dynamisme est constant depuis le début des années 2000. L'emploi intérimaire est cependant reparti à la hausse à partir du troisième trimestre et finit avec un solde positif de 420 emplois. Il contribue largement à la stabilité de l'emploi sur le quatrième trimestre 2009.

Le nombre d'emplois industriels diminue de 5,6 % (-1 490 emplois). Le déclin industriel touche ce département depuis de nombreuses années : depuis 2001, le rythme de décroissance est de l'ordre de 2 % en moyenne annuelle. Depuis cette date et jusque fin 2009, le secteur industriel de la Charente a perdu 5 000 emplois. La construction souffre aussi de la mauvaise conjoncture avec une contraction de 6,2 % du nombre d'emplois (-470 emplois). Les activités de commerce et de service subissent aussi un recul.

Variations trimestrielles (%) des effectifs salariés⁽¹⁾ par département depuis 2003 (données CVS) (graphique 3)



(1) Dans le secteur marchand non agricole

Seules les activités d'hébergement et de restauration, ainsi que les activités financières et d'assurance, résistent avec une hausse de l'emploi d'un peu plus de 2 %, pour de faibles volumes d'emplois.

EN CHARENTE-MARITIME ACCALMIE EN FIN D'ANNÉE

La Charente-Maritime enregistre une baisse de 3,0 %, soit -3 730 emplois. Ce département, qui regroupe environ le tiers des emplois régionaux, participe à la même hauteur au repli de l'emploi régional en 2009. La baisse de l'emploi est régulière sur les trois premiers trimestres : -4,3 % ; mais le quatrième trimestre marque un rebond avec +1,3 %. Le retournement pour l'emploi intérimaire était intervenu dès le deuxième trimestre.

Le nombre des emplois du secteur industriel recule de 5,5 % (-1 290 emplois). Les activités du commerce et de la construction de Charente-Maritime sont plus fortement atteintes qu'en moyenne régionale. Le secteur de la construction est touché après une décennie favorable : -6,3 % en 2009 pour un peu moins de 1 000 emplois. La Charente-Maritime est le seul département où les activités financières et d'assurance se contractent : -2,3 % en 2009. Les activités immobilières (-5,8 % pour la deuxième année consécutive) sont également très touchées. Seules les autres activités de service (réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques, arts, spectacles et activités récréatives) résistent avec une progression de l'emploi de 2,5 % sur l'année 2009 représentant 380 emplois.

MOINS DE PERTES EN DEUX-SÈVRES

Le département des Deux-Sèvres est globalement un peu moins impacté par les effets de la crise économique que les autres départements de la région, avec une baisse de 2,6 % en un an. Cela représente néanmoins une diminution de 2 450 emplois sur l'année et correspond au double des emplois perdus en 2008. Contrairement aux autres départements, le dernier trimestre perd à lui seul le tiers des emplois de l'année. Toutefois, la baisse de l'emploi intérimaire est enrayerée et l'année finit avec un solde positif de 210 emplois. Ce retournement de l'emploi intérimaire a été amorcé dès le deuxième trimestre 2009, sans toutefois revenir au niveau de 2007.

Ce sont les emplois dans l'industrie qui sont touchés de manière particulièrement forte : ce secteur concentre en effet les trois quarts des pertes d'emploi dans ce département (-1 660) avec une variation de -6,7 %, proche de la moyenne régionale. Toutes les activités

industrielles sont touchées et plus particulièrement les filières alimentaires (-6,9 %) et le matériel de transport (-22,1 %). Cette dernière dégradation est due pour une grande part au début de la restructuration d'Heuliez.

Les pertes dans le secteur de la construction sont un peu plus restreintes qu'en région (-3,9 % contre -5,4 %).

Dans les secteurs du commerce et des services marchands, les pertes sont moindres que l'année passée et plus restreintes qu'en moyenne régionale (-0,7 % contre -1,3 %). Suite à la fermeture de la Camif, les transports ont subi en contrecoup les plus grosses pertes (-440 emplois pour une variation de -6,2 %). Les activités immobilières continuent leur chute avec 9,5 % d'emplois perdus, baisse similaire à celle de 2008. La partie hébergement-restauration, qui n'avait pas encore été impactée par la crise, se replie cette année de 3,0 %. Les activités financières et d'assurance, activité phare des Deux-Sèvres, semblent échapper à la crise et gagnent 370 emplois.